

**RAPPORT N° 2023/6-05
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

OBJET

REGULARISATION DES OUVRAGES DE CLASSE C EN SYSTEME D'ENDIGUEMENT DES RIVIERES ET RAVINES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR LES LOTS 1, 2, 3 ET 4 ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LES MARCHES

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) pour limiter le risque inondation » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

Conformément aux dispositions de la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, dite MAPTAM, et de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite Loi NOTRe, la CINOR est devenue compétente en matière de « *gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations* », dite GeMAPI, définie à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement à compter du 1^{er} janvier 2018 au plus tard.

A ce titre, la CINOR reprend donc la gestion des ouvrages de protection. Ainsi, il existe plusieurs ouvrages de protection contre les débordements de ravines sur le territoire de la CINOR. Certains avaient été classés en tant que digues de classe C au sens du Décret n°2007-1135 sur la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Les récentes évolutions réglementaires, notamment le décret n°2015-526 et ses textes d'application, imposent de repenser les ouvrages de protection en tant que systèmes d'endiguement et de préciser leur capacité à maintenir une certaine zone hors d'eau en cas de crue.

Dans ce cadre, la CINOR a constitué un marché de prestations intellectuelles passé selon la procédure d'appel d'offres ayant pour objectif la régularisation des ouvrages de classe C en système d'endiguement avec le dépôt des dossiers de demande d'autorisation environnementale pour un coût prévisionnel des prestations de 475 000,00 €HT.

Le marché a été scindée en quatre lots séparés géographiquement. Chaque système d'endiguement fait l'objet d'un lot qui lui-même est divisé en tranches. Les tranches optionnelles (TO1 et TO2) sont alternatives. Les quatre lots peuvent être menés de manière concomitante.

La répartition des lots est la suivante :

- Lot 1 : Digues de la Ravine du Chaudron
- Lot 2 : Digues de la Rivière Sainte-Marie
- Lot 3 : Digues de la Ravine Charpentier
- Lot 4 : Digues du Village Desprez et du canal de dérivation

La nature des prestations est identique pour chaque lot. La tranche ferme comporte les éléments suivants : des prestations de topographie, de la recherche documentaire, des reconnaissances géotechniques, la rédaction de l'étude dangers. Les tranches optionnelles concernent les prestations relatives à la mise en œuvre du dossier de demande d'autorisation environnementale selon la procédure simplifiée ou la procédure normale. La décision d'affermissement d'une tranche optionnelle sera prise dans un délai maximum de 8 mois à compter de la fin de la tranche ferme. Une tranche optionnelle non affermie ne donnera pas lieu à une indemnité.

Les prestataires devront constituer un dossier de demande d'autorisation environnementale pour la gestion d'un système d'endiguement conformément aux dispositions de l'article R. 181-13 du code de l'environnement et dans les délais correspondant à une procédure simplifiée ou normale. Le dossier de demande d'autorisation environnementale comporte notamment une étude de dangers avec le diagnostic approfondi des ouvrages.

La durée du marché sera liée au déroulement du processus de réalisation des prestations. Elle s'étalera donc sur une durée prévisionnelle maximale de 18 mois (tranche ferme pour chacun des lots : 9 mois, tranches optionnelles : 2 mois procédure simplifiée, 9 mois procédure normale).

Au 14 septembre 2023, quatre plis ont été réceptionnés et les candidatures suivantes ont été enregistrées dans l'ordre de remise des offres :

- KUROBA QUATRE SL : lots n°1 et n°2
- Groupement HYDRETTUES SAS (mandataire) / HYDRETTUES OI (co-contractant 1) / GEOLITHE (co-contractant 2) / ARCAD INGENIERIE (co-contractant 3) : lots n°1 et n°4
- Groupement ARTELIA (mandataire) / GEOLITHE (co-contractant 1) : lots n°1 à n°4
- Groupement SAFEGE (SUEZ Consulting) (mandataire) / ARCAD INGENIERIE (co-contractant 1) / GINGER CEBTP (co-contractant 2) : lots n°2 et n°3

Après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financière et technique, il est proposé d'agréer les candidatures de :

- Pour le lot n°1 : KUROBA QUATRE SL, Groupement HYDRETTUES SAS (mandataire) / HYDRETTUES OI (co-contractant 1) / GEOLITHE (co-contractant 2) / ARCAD INGENIERIE (co-contractant 3), Groupement ARTELIA (mandataire) / GEOLITHE (co-contractant 1)
- Pour le lot n°2 : KUROBA QUATRE SL, Groupement ARTELIA (mandataire) / GEOLITHE (co-contractant 1), Groupement SAFEGE (SUEZ Consulting) (mandataire) / ARCAD INGENIERIE (co-contractant 1) / GINGER CEBTP (co-contractant 2)
- Pour le lot n°3 : Groupement ARTELIA (mandataire) / GEOLITHE (co-contractant 1), Groupement SAFEGE (SUEZ Consulting) (mandataire) / ARCAD INGENIERIE (co-contractant 1) / GINGER CEBTP (co-contractant 2)
- Pour le lot n°4 : Groupement HYDRETTUES SAS (mandataire) / HYDRETTUES OI (co-contractant 1) / GEOLITHE (co-contractant 2) / ARCAD INGENIERIE (co-contractant 3), Groupement ARTELIA (mandataire) / GEOLITHE (co-contractant 1)

Pour rappel les modalités particulières d'attribution des lots (limitation du nombre maximal de lots pouvant être attribué à un soumissionnaire) : « En application de l'article R. 2113-1 du code de la commande publique, l'acheteur public précise qu'un même soumissionnaire ne pourra se voir attribuer qu'au maximum 2 lots ».

Après vérification de la conformité des offres et au vu du rapport d'analyse des offres établi au regard des critères de jugement des offres fixés au règlement de la consultation (45% pour la valeur technique de l'offre, 40% pour le prix des prestations et 15% pour la performance en matière de protection de l'environnement), le classement suivant des offres vous est proposé à l'issue de la CAO du 31 octobre 2023.

Pour les offres classées premières :

- Tranche ferme + Tranche optionnelle 1

Lots	Candidats	Montant de l'offre (€HT)
1	HYDRETTUES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	189 412,50
2	ARTELIA / GEOLITHE	110 627,00
3	ARTELIA / GEOLITHE	81 128,00
4	HYDRETTUES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	146 912,50
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2 + Lot 3 + Lot 4		528 080,00

- Tranche ferme + Tranche optionnelle 2

Lots	Candidats	Montant de l'offre (€HT)
1	HYDRETTUES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	195 962,50
2	ARTELIA / GEOLITHE	115 727,00
3	ARTELIA / GEOLITHE	86 228,00
4	HYDRETTUES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	153 462,50
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2 + Lot 3 + Lot 4		551 380,00

Je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du marché de prestations intellectuelles pour les lots 1, 2, 3 et 4 pour la régularisation des ouvrages de classe C en système d'endiguement des rivières et ravines sur le territoire de la CINOR ;
- Approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux entreprises suivantes :
 - Tranche ferme + Tranche optionnelle 1

Lots	Candidats	Montant de l'offre (€HT)
1	HYDRETTES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	189 412,50
2	ARTELIA / GEOLITHE	110 627,00
3	ARTELIA / GEOLITHE	81 128,00
4	HYDRETTES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	146 912,50
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2 + Lot 3 + Lot 4		528 080,00

- Tranche ferme + Tranche optionnelle 2

Lots	Candidats	Montant de l'offre (€HT)
1	HYDRETTES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	195 962,50
2	ARTELIA / GEOLITHE	115 727,00
3	ARTELIA / GEOLITHE	86 228,00
4	HYDRETTES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	153 462,50
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2 + Lot 3 + Lot 4		551 380,00

- Autoriser Le Président à signer le marché de prestations intellectuelles avec les bureaux d'études attributaires et, dans le cas où ces bureaux d'études attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les bureaux d'études classées suivantes pour chacun des lots 1, 2, 3 et 4 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-05
du Bureau de la Communauté
en séance du 02 novembre 2023**

OBJET

**REGULARISATION DES OUVRAGES DE CLASSE C EN SYSTEME D'ENDIGUEMENT DES RIVIERES ET RAVINES
SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – ATTRIBUTION DU MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR
LES LOTS 1, 2, 3 ET 4 ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LES MARCHES**

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) pour limiter le risque inondation » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-05 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives du marché de prestations intellectuelles pour les lots 1, 2, 3 et 4 pour la régularisation des ouvrages de classe C en système d'endiguement des rivières et ravines sur le territoire de la CINOR ;

ARTICLE 2

D'approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux bureaux d'études suivants :

- Tranche ferme + Tranche optionnelle 1

Lots	Candidats	Montant de l'offre (€HT)
1	HYDRETTUES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	189 412,50
2	ARTELIA / GEOLITHE	110 627,00
3	ARTELIA / GEOLITHE	81 128,00
4	HYDRETTUES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	146 912,50
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2 + Lot 3 + Lot 4		528 080,00

- Tranche ferme + Tranche optionnelle 2

Lots	Candidats	Montant de l'offre (€HT)
1	HYDRETTUES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	195 962,50
2	ARTELIA / GEOLITHE	115 727,00
3	ARTELIA / GEOLITHE	86 228,00
4	HYDRETTUES / GEOLITHE / ARCAD INGENIERIE	153 462,50
Montant cumulé Lot 1 + Lot 2 + Lot 3 + Lot 4		551 380,00

ARTICLE 3

D'autoriser Le Président à signer le marché de prestations intellectuelles avec les bureaux d'études attributaires et, dans le cas où ces bureaux d'études attributaires ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les bureaux d'études classées suivantes pour chacun des lots 1, 2, 3 et 4 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Nombre de votants : 14 Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**